

## JOURNAL OFFICIEL DU SENEGAL

Imprimer

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION  
PROFESSIONNELLE

DECRET n° 2010-456 en date du 8 avril 2010

DECRET n° 2010-456 en date du 8 avril 2010 portant création, organisation et fonctionnement de l'Agence nationale de la Maison de l'Outil.

**Titre premier. - CrEation, Tutelle et Mission**

**Article premier.** - Il est créé une personne morale de droit public dénommée « Agence nationale de la Maison de l'Outil », dotée de l'autonomie financière.

L'Agence nationale de la Maison de l'Outil est placée sous la tutelle technique du Ministère en charge de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle et sous la tutelle financière du Ministère en charge de l'Economie et des Finances.

**Art. 2.** - L'Agence a son siège à Dakar.

**Art. 3.** - L'objectif général de l'Agence est de mettre, à la disposition des populations urbaines et rurales, des centres de ressources multifonctionnels aptes à fournir, aux jeunes, des qualifications leur permettant d'exécuter des prestations de service capables de générer des ressources.

L'objectif spécifique de l'Agence est :

- ▶ de mettre à la disposition des jeunes des équipements et des outils capables de valoriser les potentialités de leur milieu et d'améliorer leur cadre de vie ;
- ▶ d'offrir aux jeunes la possibilité d'exécuter des prestations de service capables de générer des recettes substantielles ;
- ▶ de former le maximum de jeunes en quête de qualification et d'emploi dans l'optique de la lutte contre le sous-emploi et le chômage ;
- ▶ de décentraliser les activités de formation vers les quartiers et les communautés de base ;
- ▶ d'implanter des espaces de formation polyvalents susceptibles d'apporter des réponses pertinentes à la demande de production de biens et de services locaux ;
- ▶ de contribuer à la lutte contre l'immigration clandestine en fixant les jeunes dans leur terroir ;

**Titre II. - Organisation et fonctionnement.**

**Art. 4.** - L'Agence comprend deux organes :

1. le Conseil de Surveillance
2. la Direction générale.

**Chapitre premier. - Le Conseil de Surveillance.**

**Art. 5.** - Le Conseil de Surveillance est chargé, notamment :

1. de superviser et d'assurer le suivi des activités de l'Agence ;
2. d'approuver :
  - ▶ les programmes pluriannuels d'action et d'investissement ;
  - ▶ le budget annuel avant la fin de l'exercice précédent ;
  - ▶ le manuel de procédures ;
  - ▶ le rapport d'activités annuel du Directeur général ;
  - ▶ les états financiers de l'agent comptable, au plus tard dans les six mois suivant la clôture de l'exercice, sur la base du rapport du commissaire aux comptes ;
  - ▶ l'organigramme ;
  - ▶ le statut du personnel ;
  - ▶ le règlement intérieur ;
  - ▶ le rapport de performance du Directeur général avant la clôture de l'exercice ;

**Art. 6.** - Le Conseil de Surveillance comprend :

1. un représentant de la Présidence de la République ;
2. un représentant de la Primature ;
3. un représentant du Ministre chargé de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle ;
4. un représentant du Ministre chargé des Collectivités locales ;
5. un représentant du Ministre chargé des Finances ;

6. un représentant du Ministre chargé de l'Agriculture ; 7. un représentant du Ministre chargé de l'Entreprenariat féminin ;
8. un représentant du Ministre chargé du Secteur informel et de l'Artisanat ;
9. un représentant du Ministre chargé de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes. Il est désigné un suppléant pour chaque membre.

Le contrôleur financier ou son représentant assiste, avec voix consultative, aux réunions du Conseil de Surveillance.

**Art. 7.** - Le Président du Conseil de Surveillance est nommé par décret.

**Art. 8.** - Les autres membres du Conseil de Surveillance sont nommés par arrêté du Ministre en charge de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle sur proposition des Ministères concernés pour un mandat de trois ans renouvelable une fois.

Le mandat d'un membre du Conseil de Surveillance prend fin :

1. à l'expiration de sa durée ;
2. Après le décès ou la démission du membre ;
3. en cas de perte de la qualité qui avait motivé sa nomination ;
4. en cas de révocation à la suite d'une faute grave ou d'agissements incompatibles avec la fonction de membre du Conseil de Surveillance.

En cas de décès au cours du mandat ou lorsqu'un membre du conseil n'est plus en mesure d'exercer son mandat, il est immédiatement pourvu à son remplacement par chef de l'administration ou de l'organe qu'il représente, pour la période restante du mandat en cours.

**Art. 9.** - Les membres du Conseil de Surveillance perçoivent, à l'occasion des réunions du Conseil de Surveillance, une indemnité de session fixée par décret.

**Art. 10.** - Le Conseil de Surveillance se réunit en session ordinaire, au moins une fois par trimestre, sur convocation de son Président.

Il peut se réunir en session extraordinaire sur simple convocation du Président ou à la demande d'un tiers au moins de ses membres.

En cas de défaillance du Président dûment constatée, le Ministre chargé de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle peut procéder à la convocation du Conseil en session extraordinaire.

La convocation aux réunions, l'indication de l'ordre du jour et les dossiers relatifs aux réunions sont adressés, par le président, à chaque membre, au moins quinze jours francs avant la session.

Les sessions ordinaires et extraordinaires du Conseil ont lieu au siège de l'Agence, ou en tout lieu indiqué par le Président sur la convocation.

Le Conseil ne délibère, valablement, sur les questions inscrites à son ordre du jour, que si les deux tiers au moins de ses membres titulaires ou suppléants sont présents. Si le quorum nécessaire pour délibérer n'est pas atteint lors d'une première convocation, il est ramené à la majorité simple pour les sessions suivantes.

Les décisions du Conseil sont prises à la majorité simple des voix des membres ou de leurs suppléants présents. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Le Conseil de Surveillance peut s'adjoindre, avec voix consultative, toute personne physique ou morale, en raison de sa compétence, sur les questions à examiner.

Le secrétariat du Conseil est assuré par le Directeur général de l'Agence qui assiste aux sessions avec voix consultative.

**Art. 11.** - Les délibérations du Conseil font l'objet d'un procès verbal signé par le Président et le secrétaire de séance. Le procès verbal mentionne, en outre, les noms des membres présents ou de leurs suppléants ainsi que ceux des personnes invitées à titre consultatif.

Les délibérations du Conseil sont consignées dans un registre spécial coté et paraphé par le Président et un membre du Conseil de Surveillance.

Les délibérations sont envoyées dans les cinq jours francs suivant la réunion du conseil de surveillance aux autorités de tutelle.

## **Chapitre 2. - La Direction générale.**

**Art 12.** - La Direction générale de l'Agence est placée sous l'autorité d'un Directeur général nommé par décret, sur proposition du Ministre chargé de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle.

Le Directeur général est assisté d'un Secrétaire général. En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur général, le Secrétaire général assure l'intérim.

La rémunération et les divers avantages accordés au Directeur général sont fixés par décret.

**Art. 13.** - Le Directeur général assure la bonne exécution de l'ensemble des missions de l'Agence et veille à l'exécution des décisions prises par le Conseil de Surveillance et par les autorités de tutelle.

A ce titre, il est chargé, notamment :

1. de préparer et d'exécuter le budget ;
2. d'élaborer les plans d'actions annuels ;

3. de recruter, d'administrer et de gérer le personnel suivant les dispositions du manuel de procédures.
4. de proposer l'organigramme, le statut du personnel et le règlement intérieur de l'Agence et de les soumettre au Conseil de Surveillance pour adoption ;
5. de signer tous contrats ou conventions conformément à la mission qui lui est conférée après approbation du Conseil de Surveillance ;
6. d'exécuter les délibérations du conseil conformément aux dispositions réglementaires régissant l'Agence ;
7. d'initier et de proposer au Conseil, toute étude liée à l'exécution du programme d'activités ;
8. de représenter l'Agence auprès des juridictions nationales et dans tous les actes de la vie civile ;
9. de soumettre au Conseil de Surveillance, au plus tard le 31 mars de l'exercice en cours, l'état d'exécution du budget de l'année précédente ;
10. de soumettre au Conseil de Surveillance pour examen et adoption dans les six mois suivant la fin de la gestion, les états financiers arrêtés par l'agent comptable ;
11. de soumettre au Conseil de Surveillance le rapport d'activités annuel et le rapport social.

### **Titre III. - Finances, contrôle et ressources humaines**

**Art. 14.** - Les ressources financières de l'Agence sont constituées par :

1. la dotation budgétaire de l'Etat ;
  2. les produits provenant de redevances pour services rendus au tiers ;
  3. les ressources provenant des subventions, dons et legs ;
  4. les fonds mis à la disposition par les partenaires au développement en vertu des conventions et accords conclus avec le Gouvernement.
- Art. 15.** - Les dépenses de l'Agence sont constituées par les dépenses de fonctionnement et les dépenses d'investissement, conformément au budget arrêté par le Conseil de Surveillance.

**Art. 16.** - Le Directeur général est l'ordonnateur du budget de l'Agence.

La comptabilité est tenue conformément aux normes et aux principes du Système comptable ouest africain (SYSCOA), par un agent comptable nommé par arrêté du Ministre en charge des Finances.

**Art. 17.** - L'Agence est soumise à un contrôle interne permanent et à un contrôle externe :

1. le contrôle interne est exercé par une structure interne de contrôle de gestion et d'audit interne, placée sous l'autorité du directeur général ;
2. le contrôle externe est exercé par un ou des commissaires aux comptes choisis par le Conseil de Surveillance conformément au manuel de procédures ;
3. l'Agence est en outre soumise aux organes de contrôle de l'Etat.

**Art. 18.** - Les recrutements se font conformément au Manuel de procédures. Le personnel recruté par l'Agence est régi par le Code du travail.

Les fonctionnaires en détachement et les agents non fonctionnaires de l'Etat en suspension d'engagement, affectés à l'Agence, sont soumis aux textes régissant leurs statuts.

La grille de rémunération des personnels ainsi que les attributions de primes ou de gratification sont approuvées par le Conseil de Surveillance. Le Ministre chargé des Finances fixe, par arrêté, les niveaux maxima de rémunération autorisés, suivant la qualification des personnels et classement de l'Agence.

### **Titre IV. - Dispositions finales .**

**Art. 19.** - Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances et le Ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel.

---

<http://www.jo.gouv.sn>